

# les affaires

## Négociations du secteur public: les syndicats furieux de la nouvelle offre de Québec

Par La Presse Canadienne

Publié le 29/10/2023 à 20:37, mis à jour le 29/10/2023 à 20:41



La présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, a déposé sa nouvelle offre pour les travailleurs et travailleuses du secteur public, dimanche matin, qui a aussitôt été qualifiée de «dérisoire» par les syndicats concernés dans un contexte de grèves imminentes.

**À (re)lire: Défense des travailleurs: les syndicats veulent se renouveler**

La nouvelle offre de Québec est de 10,3 % d'augmentation salariale sur cinq ans, en plus d'un montant forfaitaire de 1000 \$ la première année. À cela s'ajoute une somme équivalant à 3 % réservée à des «priorités gouvernementales», ce qui fait que le gouvernement présente son offre comme valant 14,8 % sur cinq ans.

L'offre précédente était une augmentation salariale de 9 % sur cinq ans, à laquelle s'ajoutaient le montant forfaitaire de 1000 \$ la première année et une somme équivalant à 2,5 % pour les «priorités gouvernementales», une offre présentée comme une hausse de 13 % sur cinq ans.

«Je sais que la ministre LeBel va vous parler de 14,8 %. Soyons clairs: ce qu'un travailleur ou une travailleuse de l'État va recevoir sur sa paye s'il avait fallu accepter ça, c'est 10,3 sur cinq ans», a dit en conférence de presse Magali Picard, présidente de la FTQ.

«Lorsqu'elle parle du 14,8, elle inclut le montant forfaitaire de 1000 \$, elle inclut les 4000 prochaines embauches d'aide à la classe. Ça, ça ne donne absolument rien sur le salaire des gens qu'on représente.»

En entrevue avec La Presse Canadienne, Mme LeBel a soutenu qu'il est nécessaire de regarder l'offre dans son ensemble, non pas seulement la hausse salariale, puisque le montant forfaitaire de 1000 \$ représente un investissement non récurrent de 1,5 %. «Ça vaut un milliard de dollars pour les Québécois. C'est de l'argent», a-t-elle fait valoir, rappelant qu'il s'agit de l'argent des contribuables.

Éric Gingras, président de la CSQ, a renchéri en conférence de presse en abordant la question de l'inflation.

«Quand on nous propose l'offre, maintenant 10,3 %, avec un taux d'inflation qui est prévu à 18 % pour ces cinq années-là, on va bouger comment? On va baisser en bas du taux d'inflation? Il n'en est pas question.»

Le gouvernement Legault a laissé entendre qu'améliorer les conditions en éducation et en santé sont des priorités. «En éducation, il est maintenant question d'ajouter de l'aide dans les classes du secondaire (en plus de celles du primaire) et en santé, de favoriser une couverture plus optimale des quarts de soir, de nuit et de fins de semaine, en

haussant le salaire des infirmières qui voudront participer, sur une base volontaire, à l'effort», peut-on lire dans un communiqué.

La ministre LeBel a aussi indiqué que toutes les primes temporaires, sauf celles liées à l'urgence sanitaire, seront reconduites jusqu'au renouvellement des conventions collectives.

Des milliers de travailleurs du secteur public, comme le personnel infirmier ou ceux qui travaillent dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), étaient sur le qui-vive pour savoir si leurs primes continueraient d'être versées ou si Québec allait plutôt choisir d'interrompre leur versement pour faire pression sur les syndicats.

L'ensemble de ces primes vaut 600 millions \$, selon la ministre LeBel. Cela peut représenter plusieurs milliers de dollars pour chaque travailleur concerné.

Sonia LeBel s'est dite étonnée que les syndicats réagissent aussi rapidement. «Je suis extrêmement surprise de la rapidité à laquelle on s'est positionné. L'offre avait à peine commencé à être déposée aux tables que déjà, ils la rejetaient de la main avec une vigueur qui était quand même étonnante pour une offre qui est sérieuse.»

### **Les syndicats feront la grève**

De son côté, le front commun réclame un contrat de trois ans, soit l'Indice des prix à la consommation (IPC) plus 2 % pour la première année, ou bien 100 \$ par semaine, selon la formule la plus avantageuse pour les travailleurs, puis l'IPC plus 3 % pour la deuxième année et l'IPC plus 4 % pour la troisième année.

En conférence de presse dimanche avant-midi, Mme Picard a dit d'emblée qu'elle était très mal à l'aise par rapport aux offres de la ministre LeBel, qu'elle a qualifiées de dérisoires.

«On avait de l'espoir, a déclaré Mme Picard, mais on continue ce même régime, ce même ton d'arrogance et d'insultes pour les 420 000 travailleuses et travailleurs qu'on représente.»

Le front commun, constitué de la CSN, de la CSQ, de la FTQ et de l'APTS, qui représentent ensemble 420 000 membres, a annoncé une première journée de grève, le 6 novembre.

«On sera dans la rue le 6 novembre prochain», a affirmé Mme Picard, qui a ajouté que le niveau de frustration «ne fera qu'augmenter».

La Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), qui représente 80 000 infirmières et autres professionnelles de la santé, a annoncé des premières journées de grève les 8 et 9 novembre.

Les 65 000 enseignants de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) se sont aussi dotés d'un mandat de grève, mais on ne sait pas exactement quand il sera exercé.

La présidente du Conseil du trésor a dit être préoccupée par les grèves annoncées, puisque les services pour les citoyens seront perturbés.

«Mais ce n'est pas les mandats de grève qui me motivent à trouver des solutions. Mon objectif c'est de trouver des solutions le plus rapidement possible depuis le début. Par contre, quand j'entends une réaction aussi vive et aussi

rapide de la part des syndicats, je me demande où on en est dans la volonté réelle de leur part d'arriver à une entente d'ici la fin de l'année.»

Mme LeBel a dit qu'elle était prête à discuter de son offre avec les syndicats, mais elle s'est défendue en disant qu'elle n'est «certainement pas insultante».

Dans son communiqué, le gouvernement souligne aussi qu'il souhaite s'attaquer à l'attraction et à la rétention du personnel. Pour ce faire, il réitère son offre d'une bonification supplémentaire qui représente en moyenne de 1 % aux employés qui gagnent moins de 52 000 \$ annuellement et ceux débutant leur carrière.

Les négociations entre Québec et les syndicats du secteur public durent depuis des mois; elles ont commencé au début de l'année.

«Pour la suite des choses, je m'attends à ce que (les syndicats) fassent enfin une contre-offre au gouvernement, ce qu'ils n'ont jamais fait, a déclaré Mme LeBel. Je m'attends à ce qu'ils prennent un petit pas de recul sur ce qui s'est passé ce matin (dimanche), qu'ils prennent le temps d'analyser l'offre correctement et dans les détails — parce qu'il y a beaucoup de détails dans une offre gouvernementale — et qu'ils me reviennent, pas par des déclarations médiatiques, mais aux tables de négociation avec une contre-offre sérieuse.»

*Katrine Desautels, avec des informations de Lia Lévesque*

## Les syndicats «insultés» de la nouvelle offre salariale



Jacques Boissinot Archives La Presse canadienne La présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, a aussi annoncé que les primes temporaires seront reconduites jusqu'au renouvellement des conventions collectives, à l'exception de celles liées à l'urgence sanitaire.

**Florence Morin-Martel**

29 octobre 2023

Québec

La présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, a déposé ce dimanche une offre qui propose notamment une hausse salariale de 10,3 % sur cinq ans aux employés de l'État, ainsi qu'un montant forfaitaire de 1000 \$. Les syndicats ont réagi en se disant « déçus et insultés » de ce dépôt gouvernemental.

Par rapport à son offre précédente, Québec fait donc monter la hausse salariale de 9 à 10,3 % sur cinq ans. Un montant forfaitaire de 1000 \$ pour tous les employés dès la première année des conventions collectives est toujours proposé. La part réservée aux offres différenciées, pour certaines catégories de travailleurs, passe de 2,5 % à 3 %, « afin de répondre aux enjeux d'organisation du travail », a souligné M<sup>me</sup> LeBel.

« Oui, on doit mieux rémunérer les employés de l'État, mais j'ai aussi la responsabilité que chaque dollar issu des poches des contribuables soit maximisé et ait un impact à long terme dans nos réseaux, et non pas un effet temporaire. C'est pour cette raison que nous devons impérativement aborder les enjeux liés à l'organisation du travail », a affirmé celle qui est également la ministre responsable de l'Administration gouvernementale. Sa nouvelle proposition vise notamment à ajouter de l'aide dans les classes du secondaire, en plus de celles du primaire.

Sonia LeBel a aussi annoncé que les primes temporaires seront reconduites jusqu'au renouvellement des conventions collectives, à l'exception de celles liées à l'urgence sanitaire.

## Cap sur la grève

Les syndicats regroupés en front commun, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), la Centrale des syndicats du Québec, l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN) ont réagi à l'offre en confirmant que les 420 000 membres qu'ils représentent se dirigent toujours vers une première journée de grève le 6 novembre ([https://www.ledevoir.com/societe/800653/front-commun-secteur-public-sera-greve-6-novembre?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/societe/800653/front-commun-secteur-public-sera-greve-6-novembre?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) prochain.

### À lire aussi

- Grève des syndiqués le 6 novembre dans les écoles et les cégeps ([https://www.ledevoir.com/societe/education/800745/greve-syndiques-6-novembre-ecoles-cegeps?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=boite\\_extra](https://www.ledevoir.com/societe/education/800745/greve-syndiques-6-novembre-ecoles-cegeps?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra))
- Qui sera affecté par la grève du 6 novembre ? ([https://www.ledevoir.com/societe/800677/serait-greve-6-novembre?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=boite\\_extra](https://www.ledevoir.com/societe/800677/serait-greve-6-novembre?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra))

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, qui représente 80 000 infirmières et autres professionnelles de la santé, débraiera quant à elle les 8 et 9 novembre ([https://www.ledevoir.com/societe/sante/800734/fiq-joint-mouvement-greve-secteur-public?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/societe/sante/800734/fiq-joint-mouvement-greve-secteur-public?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) prochains.

« On est insultés et fâchés, car le mot “déçu” n'est même pas assez fort. On s'est déplacés pour rien. On ne considère pas les groupes qu'on représente », a déploré Robert Comeau, président de l'APTS. Il est d'avis que l'offre de dimanche renforcera la mobilisation de ses membres.

Le fait d'offrir une hausse salariale de 10,3 % sur cinq ans équivaut à se moquer des travailleurs, s'est désolé le premier vice-président de la CSN, François Enault. « Pour la grande majorité de nos membres, ce qu'on leur dit aujourd'hui, c'est de continuer de s'appauvrir. »

Le front commun demande plutôt une augmentation d'environ 20 % sur trois ans, en fonction des prévisions d'inflation ([https://www.ledevoir.com/inflation?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/inflation?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)).

Magali Picard, présidente de la FTQ, a aussi exprimé sa déception de ne pas constater « d'avancées importantes » de la part du gouvernement de François Legault ([https://www.ledevoir.com/francois-legault?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/francois-legault?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)).

Ce dernier a dit « vouloir faire avancer les choses avec ce dépôt, mais c'est un rendez-vous raté », a affirmé Mélanie Hubert, présidente de la Fédération autonome de l'enseignement. Ce regroupement syndical qui représente 65 000 enseignants ne fait pas partie du front commun, mais il s'est aussi doté d'un mandat de grève. On ignore la date du déclenchement de celle-ci pour l'instant.

## **Sonia LeBel se dit « surprise »**

En entrevue avec *Le Devoir*, Sonia LeBel dit être étonnée de la rapidité de la réaction des syndicats par rapport à sa proposition. « L'encre n'est pas encore sèche sur le dépôt que déjà, on le balaie du revers de la main avec des mots extrêmement forts et durs. »

La ministre appelle les organisations syndicales à « aller étudier correctement » son offre et de revenir ensuite vers elle. « Un dépôt, c'est très complexe et nuancé. »

« Si mes solutions ne sont pas celles qu'ils veulent, il faut au moins qu'on en discute et on va réussir à s'entendre », poursuit-elle. Elle dit toujours avoir comme objectif de conclure une entente avec les syndicats d'ici la fin de l'année.

# Offre «dérisoire» du Conseil du trésor: la grève semble inévitable pour le Front commun et la FIQ

Vincent Desbiens

| Publié le 29 octobre 2023 à 11 h 30 - Mis à jour le 29 octobre 2023 à 16 h 37

Le torchon brûle entre les syndicats des employés de l'État et le Conseil du trésor. Les journées de grève prévues au cours des prochaines semaines sont maintenues à la suite du dépôt d'une nouvelle offre du gouvernement jugée «dérisoire et insultante».

Le gouvernement Legault propose une hausse salariale de 10,3% sur cinq ans en plus de bonus de 3% pour certaines catégories d'emplois. Ceux-ci serviraient, par exemple, à inciter plus d'infirmières à travailler les soirs et week-ends.

Comme c'était déjà le cas dans l'offre précédente, les 600 000 syndiqués à l'emploi du Québec toucheraient également un montant forfaitaire de 1000\$ la première année.

Québec dit avoir fait passer son offre globale de 13% à 14,8% d'augmentation pour les cinq prochaines années avec cette nouvelle proposition. Seulement sur le plan du salaire, les syndicats en demandent environ 20%.

Le Front commun, qui regroupe la CSN, la FTQ, la CSQ et l'APTS, et la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) ont donc balayé du revers de la main l'offre bonifiée déposée par la présidente du Conseil du trésor, Sonia Lebel, dimanche.

«On sera dans la rue le 6 novembre prochain. [...] Avec une annonce comme celle qui a été faite ce matin, le niveau de frustration ne fait qu'augmenter», constate la présidente de la FTQ, Magali Picard.

- Écoutez l'entrevue avec Éric Gingras, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) à l'émission d'Alexandre Dubé via [QUB radio](#) :

---

#### EN DEÇÀ DE L'INFLATION

Le président de la CSQ, Éric Gingras, souligne que cette offre est «inacceptable» puisqu'elle «n'approche même pas» le niveau de l'inflation prévue dans les prochaines années.

«On veut tous régler ça rapidement, mais est-ce qu'on va baisser sous le taux d'inflation? Il n'en est pas question. [...] Si le gouvernement pense qu'il va régler à petit prix, ça n'arrivera pas. Ces temps-là où, au Québec, on négociait pour sauver le statu quo, [c'est fini].»

---

#### RAPIDITÉ ET VÉHÉMENCE

En entrevue téléphonique, Sonia LeBel a affirmé qu'elle était «extrêmement surprise» de voir les syndicats réagir avec autant de véhémence, alors que «l'encre n'est même pas encore sèche» sur l'offre de dimanche matin.

«Ce qu'on vient de mettre sur la table ce matin, c'est 8G\$, soit 1G\$ de plus que dans la dernière offre. C'est pas des peccadilles. C'est très certainement une offre sérieuse.»

D'après M<sup>me</sup> LeBel, les fonds accaparés par les services aux Québécois ne «peuvent pas tous aller dans les conventions collectives». Elle soutient que le Québec doit se garder une marge de manœuvre pour rénover ses hôpitaux et ses écoles, entre autres.

Même si la tension a grimpé entre les deux parties, la présidente du Conseil du trésor a toujours espoir de dénouer la situation avant le 15 décembre prochain, comme elle le «souhaite depuis le début».



---

## RÉDUCTION DE SALAIRE

De son côté, le vice-président de la FIQ, Jérôme Rousseau, déplore la décision de Québec d'abolir la prime salariale de 3,5% offerte aux travailleurs de la santé dans son quatrième dépôt.

Le gouvernement prétend que ces primes ont été octroyées dans le cadre de l'urgence sanitaire et doivent prendre fin un jour ou l'autre.

«Oui il y avait un élément de timing, c'est arrivé pendant la pandémie, mais c'était une prime dûment négociée, fait valoir M. Rousseau. [...] Ça nous passe de travers dans la gorge. L'ensemble des infirmières, des infirmières auxiliaires, des inhalothérapeutes se verraient couper 3,5% de leur salaire.»

---

## JOURS DE GRÈVE À VENIR EN ÉDUCATION ET EN SANTÉ

- Les 420 000 syndiqués du Front commun (la CSN, la FTQ, la CSQ et l'APTS) seront en grève le 6 novembre prochain.
- Les 80 000 infirmières et les autres travailleurs de la santé de la FIQ vont débrayer les 8 et 9 novembre prochain.
- Les 65 000 membres de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) n'ont toujours pas annoncé quel jour ils seront en grève.

---

## CE QU'ILS ONT DIT:

«On ne nous considère pas [...]. Nous ne valons que 1,3% de plus malgré notre manifestation de 100 000 personnes, malgré la journée de grève que nous allons faire et malgré l'appui de la population.»

-Robert Comeau, président de l'APTS

«On est encore à 11% de l'offre rejetée par la Sûreté du Québec. On s'entend qu'on est encore assez loin avec ce qu'on a sur la table présentement.»

-François Enault, premier vice-président de la CSN

«Comment ils peuvent être aussi déconnectés? Comment ils peuvent penser que la population du Québec va les soutenir avec des offres aussi insultantes?»

-Magali Picard, présidente de la FTQ

## Vous êtes stressés, voici pourquoi

Un sondage révèle qu'un Québécois sur deux vit de l'inquiétude et que celle-ci a augmenté pour le tiers d'entre eux

Le Journal de Québec · 28 oct. 2023 · 8

La hausse des taux d'intérêt, la peur de manquer d'argent ou les changements climatiques : plus d'un Québécois sur deux dit vivre du stress. Encore plus inquiétant, ce stress a aussi augmenté dans la dernière année pour le tiers d'entre eux, révèle un nouveau sondage commandé par Le Journal.



**La hausse des taux d'intérêt, la peur de manquer d'argent ou les changements climatiques : plus d'un Québécois sur deux vit du stress. Encore plus inquiétant, ce stress a aussi augmenté dans la dernière année pour le tiers d'entre eux, révèle un nouveau sondage commandé par Le Journal.**

« Tout nous stresse autour de nous », remarque Christian Bourque, vice-président exécutif de la firme Léger, qui a mené le sondage au début du mois.

Le tiers des répondants affirme que leur niveau de stress a augmenté dans la dernière année, une hausse marquée chez les personnes de 18 à 54 ans. Et pour plus de la moitié, ce stress les empêche même de dormir.

### PEUR DE MANQUER D'ARGENT

L'argent arrive en tête dans les préoccupations, que ce soit la peur d'en manquer ou la hausse des taux d'intérêt. Une situation qu'observe aussi le psychologue Nicolas Chevrier dans son cabinet depuis sept ou huit mois, voyant une hausse des consultations à ce sujet.

« C'est un stress qu'on voit quotidiennement », lance à son tour Marie-Josée Ouimet, de l'association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Lanaudière. Son organisme, qui aide les gens avec leurs finances personnelles, voit même une clientèle plus nantie désormais prise à la gorge. D'ailleurs, un répondant sur quatre se décrit comme endetté. Et trois sur quatre affirment souffrir d'anxiété souvent ou à l'occasion.

### CLIMAT TOXIQUE

« Avec l'été qu'on a connu, avec tellement d'événements extrêmes reliés à la météo, je pense que ça a crinqué l'anxiété climatique », soutient M. Bourque. Tant les jeunes adultes que les aînés répondent vivre du stress en lien avec les changements climatiques. Si le stress a longtemps été associé au travail, ce n'est plus le cas aujourd'hui. C'est le climat social qui rend les Québécois anxieux.

La montée de l'intolérance, l'augmentation des sans-abris ou encore la désinformation sur les réseaux sociaux font grimper le stress. « Ce sont des dimensions qui frappent fort en ce moment », souligne le vice-président de Léger. Et une autre source nombreuse ajoute qu'en

« Tout nous stresse autour de nous », remarque Christian Bourque, vice-président exécutif de la firme Léger, qui a mené le sondage au début du mois.

Le tiers des répondants affirme que leur niveau de stress a augmenté dans la dernière année, une hausse marquée chez les personnes de 18 à 54 ans. Et pour plus de la moitié, ce stress les empêche même de dormir.

### PEUR DE MANQUER D'ARGENT

L'argent arrive en tête dans les préoccupations, que ce soit la peur d'en manquer ou la hausse des taux d'intérêt. Une situation qu'observe aussi le psychologue Nicolas Chevrier dans son cabinet depuis sept ou huit mois, voyant une hausse des consultations à ce sujet.

« C'est un stress qu'on voit quotidiennement », lance à son tour Marie-Josée Ouimet, de l'association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Lanaudière. Son organisme, qui aide les gens avec leurs finances personnelles, voit même une clientèle plus nantie désormais prise à la gorge.

D'ailleurs, un répondant sur quatre se décrit comme endetté. Et trois sur quatre affirment souffrir d'anxiété souvent ou à l'occasion.

### CLIMAT TOXIQUE

« Avec l'été qu'on a connu, avec tellement d'événements extrêmes reliés à la météo, je pense que ça a crinqué l'anxiété climatique », soutient M. Bourque.

Tant les jeunes adultes que les aînés répondent vivre du stress en lien avec les changements climatiques.

Si le stress a longtemps été associé au travail, ce n'est plus le cas aujourd'hui. C'est le climat social qui rend les Québécois anxieux.

La montée de l'intolérance, l'augmentation des sans-abris ou encore la désinformation sur les réseaux sociaux font grimper le stress.

« Ce sont des dimensions qui frappent fort en ce moment », souligne le vice-président de Léger.

Le stress causé par ces nombreux enjeux de société est plus important que celui vécu au travail, dans sa vie personnelle ou même à cause des bouchons de circulation, selon le sondage.

« Objectivement, on n'est pas dans une époque très rassurante et l'on fait face à des défis de société importants. C'est légitime d'être un peu plus anxieux qu'il y a dix ans », estime le Dr Chevrier.

### SUSCITER DE L'EMPATHIE

« Si le sondage ne suscite pas de l'empathie, ça ne va pas bien, souffle Christian Bourque de Léger. On est poqués. »

Il ajoute que même si les Québécois se décrivent généralement comme plutôt heureux, il reste tout de même une personne sur dix qui confie être malheureuse.

« Ce n'est quand même pas négligeable », s'attriste le sondeur.

\*Méthodologie : un peu plus de 1000 Québécois de 18 ans et plus ont répondu au sondage en ligne du 28 septembre au 2 octobre. La marge d'erreur maximale pour un tel échantillon est d'environ 3 %, et ce 19 fois sur 20.

## Les problèmes financiers comme motif de consultation

---

Le Journal de Québec · 28 oct. 2023 · 8

---

Tant des psychologues que des conseillers budgétaires remarquent que les finances personnelles des Québécois deviennent une source de stress de plus en plus grande.

« Ça fait deux ans seulement que je suis conseillère budgétaire, mais je vois nettement l'augmentation de l'anxiété financière », lance Julie Brissette de l'association coopérative d'économie familiale (ACEF) de l'est de Montréal.

Elle ajoute que si les ACEF sont surtout connues pour aider les personnes plus vulnérables, à faible revenu ou suivies par des travailleurs sociaux, de plus en plus de Québécois avec de bons salaires viennent chercher de l'aide.

« C'est difficile de voir l'hypothèque augme-

menter, soit au renouvellement ou parce que le taux était variable. C'est un gros stress sur les épaules. [...] Le paiement peut vite doubler et pour quelqu'un qui n'a pas beaucoup de marge de manoeuvre, les mois passent, puis l'endettement augmente et le stress aussi », souligne-t-elle.

### CRAINTES JUSTIFIÉES

« Les gens commencent à le réaliser », ajoute le psychologue Nicolas Chevrier, qui voit le stress financier chez ses patients. La psychologue Geneviève Beaulieu-pelletier le remarque aussi.

« Ce n'est pas nécessairement que les gens sont dans la pauvreté, mais ils ont des craintes d'arriver très juste », dit-elle.

Marie-josée Ouimet de L'ACEF de Lanaudière se désole aussi de voir d'anciennes solutions disparaître. Avec la crise du logement et le coût exorbitant des loyers, il n'est plus recommandé de vendre une maison pour éponger ses dettes, par exemple.

« On voit plus en plus de problèmes de santé mentale, de gens qui abandonnent », constate-t-elle.

Nicolas Chevrier soutient qu'il ne faut surtout pas tomber dans l'évitement, mais rapidement prendre des moyens pour gérer ses finances, comme se faire un budget.

### LE CONTRÔLE COMME ANTIDOTE

« L'antidote à l'anxiété, c'est le sentiment de contrôle », fait-il valoir.

« Il faut en parler. À des proches ou à un professionnel, mais ne pas le ruminer en boucle dans notre tête », renchérit Mme Beaulieu-pelletier.

Elle recommande aux gens stressés de s'assurer de bien dormir et de sortir faire une marche en nature, même si c'est juste le parc du coin.

# APRÈS FORD, STELLANTIS SIGNE UN ACCORD DE PRINCIPE AVEC LE SYNDICAT AUTOMOBILE

ASSOCIATED PRESS

Le syndicat automobile United Auto Workers (UAW) est parvenu à un « accord provisoire » avec Stellantis, trois jours après un accord similaire avec Ford, qui pourrait mettre fin à la grève de 44 jours touchant le constructeur automobile, selon la presse américaine.

« Encore une fois, nous avons réussi ce qu'on nous croyait impossible de faire, il y a quelques semaines », a déclaré le président de UAW, Shawn Fain, dans une vidéo publiée sur X, ajoutant qu'il s'agissait là « d'une victoire majeure ».

Le syndicat explique que les éléments phares de l'entente avec Ford seront reproduits dans la version Stellantis, notamment une hausse de salaire généralisée de 25 % dans les quatre prochaines années et demie (dont 11 % dès la ratification de l'entente). L'entente prévoit également une prise en compte de l'augmentation du coût de la vie qui pourrait porter la hausse des revenus des salariés sur la période à 30 %.

**« Dans le dossier Stellantis, nous avons non seulement réussi à garanti un contrat avec des salaires record, mais nous avons aussi commencé à renverser la tendance dans la guerre à la classe ouvrière américaine. »**

— Shawn Fain, président des United Auto Workers

« Onze pour cent sont directement sur le capot [...], c'est un accord historique en ce qui me concerne », s'est réjoui Bruce Baumhower, président du syndicat local d'une grande usine de Jeep à Toledo, en Ohio, en grève depuis septembre. Ce dernier s'attend d'ailleurs à ce que les travailleurs votent pour approuver l'accord, en raison des augmentations de salaire supérieures à 30 %.

L'entente prévoit aussi la réembauche de 1200 travailleurs à l'usine de Belvidere, en Illinois (que le constructeur prévoyait fermer) et l'embauche de 1000 travailleurs supplémentaires dans une nouvelle usine de batteries.

À l'instar de l'entente avec Ford, celle de Stellantis expirerait aussi le 30 avril 2028.

L'accord doit encore être ratifié par les salariés lors d'un vote qui devrait se tenir dans les semaines à venir. Comme avec Ford, les grévistes de Stellantis quitteront les lignes de piquetage et retournent au travail dans les prochains jours, avant le vote qui

mobilisera 43 000 d'entre eux, comme l'a expliqué le syndicat.

## IL NE RESTE QUE GM

Avec l'entente UAW-Stellantis, GM est désormais le dernier des grands constructeurs américains à ne pas être parvenu à un accord avec le syndicat automobile. Plus de 14 000 travailleurs des usines GM du Texas, du Michigan et du Missouri demeurent donc en grève. Des pourparlers sont en cours entre UAW et GM, pour arriver à un accord similaire.

C'est la première fois que les « Big Three » (General Motors, Ford et Chrysler/Stellantis) étaient touchées en même temps. La grève mobilisait au plus fort près de 45 000 employés en tout, sur les 146 000 membres en règle du syndicat.

— D'après l'Agence France-Presse et Associated Press